

## **Trajectoire Économique du Maroc : Entre Avancées Vers l'Émergence et Défis Persistants**

### **Morocco's Economic Trajectory: Between Advances Towards Emergence and Persistent Challenges**

**BOUROUD Hanane**

Doctorante

Faculté des Sciences Juridiques, Economiques Et Sociales

Université Mohamed Premier

Laboratoire Economie Sociale Et Solidaire Et Développement Local

Oujda

**Date de soumission** : 15/12/2023

**Date d'acceptation** : 18/03/2024

**Pour citer cet article** :

BOUROUD. H (2024) «Trajectoire Économique du Maroc : Entre Avancées Vers l'Émergence et Défis Persistants», Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit « Volume 8 : Numéro 1» pp : 53-80.

## Résumé

Cet article analyse les tendances économiques du Maroc, en se concentrant sur des indicateurs clés tels que la croissance du produit intérieur brut (PIB), le chômage, le commerce et l'investissement direct étranger (IDE). Les résultats soulignent les progrès remarquables du Maroc, en particulier dans les secteurs de l'automobile et de l'aéronautique, ainsi que les efforts déployés par le pays pour renforcer ses partenariats en Afrique. Toutefois, des défis subsistent, notamment les disparités régionales, la faible productivité et les différences entre l'offre et la demande de main-d'œuvre. L'article souligne la nécessité de réformes structurelles pour consolider la trajectoire de croissance. Cette analyse éclaire également les implications stratégiques du Maroc dans le contexte économique mondial, soulignant l'orientation vers l'intégration africaine, en précisant qu'en dépit des bonnes performances, des inégalités subsistent et qu'une approche équilibrée est essentielle pour une croissance durable. Enfin, l'article offre une vision complète des avancées et des défis économiques du Maroc et souligne l'urgence d'agir pour assurer une croissance économique stable et inclusive.

**Mots clés : Trajectoire économique ; Maroc ; Émergence ; Avancées ; Défis.**

## Abstract

This article analyzes Morocco's economic trends, focusing on key indicators such as gross domestic product (GDP) growth, unemployment, trade and foreign direct investment (FDI). The results highlight Morocco's remarkable progress, particularly in the automotive and aeronautics sectors, as well as the country's efforts to strengthen its partnerships in Africa. However, challenges remain, including regional disparities, low productivity and differences between labor supply and demand. The article highlights the need for structural reforms to consolidate the growth trajectory. The analysis also sheds light on Morocco's strategic implications in the global economic context, underlining the orientation towards African integration, pointing out that despite good performance, inequalities remain and a balanced approach is essential for sustainable growth. Finally, the article offers a comprehensive view of Morocco's economic advances and challenges, and highlights the urgent need for action to ensure stable, inclusive economic growth.

**Keywords : Economic trajectory; Morocco; Emergence; Advances; Challenges.**

## Introduction

L'économie des pays émergents ou des économies émergentes est l'un des sujets les plus débattus par les chercheurs. Alors que l'économie mondiale continue d'évoluer, la dynamique des pays émergents joue un rôle clé dans la redéfinition de l'équilibre économique mondial. L'essor remarquable des pays émergents joue un rôle important sur la scène internationale et donne une nouvelle dimension au débat actuel sur la gouvernance mondiale.

De plus, l'émergence fait référence au processus par lequel une nation s'intègre à l'économie mondialisée et au capitalisme mondial à travers plusieurs années de forte croissance économique (c'est-à-dire une augmentation du produit intérieur brut). Ce terme vient de la terminologie financière et des agences de notation. À l'origine, il était utilisé pour décrire un marché. Les pays émergents sont des marchés attractifs pour les investisseurs, le Vietnam, le Mexique et l'Éthiopie sont des exemples de pays que l'on peut qualifier d'économies émergentes, mais les plus connus sont sans doute les pays BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Cela est dû à leur importance cumulée et à la visibilité politique qu'ils ont acquise grâce à des réunions régulières. Vous pouvez également les qualifier de grandes entreprises émergentes. L'émergence a donc aussi une dimension géopolitique, puisque le soutien à la multipolarité justifie les discours appelant à une plus grande représentation des pays concernés dans les organisations internationales.

En effet, la Chine et l'Inde, ont connu une croissance remarquable et sont devenues des piliers de l'économie mondiale. Leur trajectoire a démontré le potentiel dynamique des marchés émergents à surmonter les défis et à devenir des acteurs économiques majeurs, et a suscité un débat sur la redistribution du pouvoir économique à l'échelle mondiale. En effet, ces pays ont un PIB par habitant inférieur à celui des pays développés, mais ils connaissent une croissance économique rapide et ont un niveau de vie et des structures économiques et sociales similaires à ceux des pays développés. Au cours des dernières décennies, le terme "marchés émergents" a été utilisé pour désigner les économies en transition qui ont connu une croissance rapide et un développement important dans divers secteurs.

Considérer le Maroc sous l'angle d'une "économie émergente" nécessite donc une évaluation complète de son développement économique, de ses politiques gouvernementales, de ses investissements et de ses indicateurs sociaux. Cette approche permet de déterminer dans quelle mesure le Royaume chérifien peut être qualifié de pays émergent, tout en reconnaissant les complexités inhérentes à une classification aussi dynamique.

Dans une économie mondiale en mutation, le Maroc se trouve à la croisée des chemins entre tradition et modernité. Bien que les indicateurs économiques montrent une croissance rapide, la question fondamentale demeure : **Dans quelle mesure les tendances économiques du Maroc, reflétées à travers des indicateurs tels que la croissance du PIB, le chômage, les échanges commerciaux, et les flux des Investissements Directs Étrangers (IDE), indiquent-elles une convergence vers l'émergence économique ?**

Cette étude se concentre sur plusieurs hypothèses de recherche pour valider les tendances économiques et les efforts de redressement du Maroc. Tout d'abord, il est supposé que les réformes économiques entreprises ces dernières années, en particulier dans les secteurs de la finance, du commerce et de l'emploi, ont contribué à une diversification significative de l'économie du pays. Deuxièmement, l'attraction des investissements étrangers et l'amélioration des infrastructures, en particulier dans des secteurs clés tels que l'automobile et l'aéronautique, ont joué un rôle majeur dans la stimulation de la croissance économique du Maroc. Cependant, malgré ces développements, nous envisageons que des disparités régionales et sociales subsistent et de nouvelles réformes structurelles sont nécessaires pour parvenir à une croissance plus équilibrée. Nous pensons qu'une gestion prudente de la dette publique, axée sur l'investissement productif et des politiques économiques cohérentes, peut contribuer à la croissance à long terme et atténuer les risques liés à la dette. Nous pensons également que l'adoption de nouvelles approches économiques, telles que l'économie du savoir et la valorisation du capital humain, fournira au Maroc des solutions innovantes pour surmonter les défis persistants et promouvoir une croissance durable et inclusive.

L'approche méthodologique de notre article s'appuie sur une analyse approfondie pour mettre en lumière les tendances économiques entre le Maroc et les pays BRICS. Notre méthodologie repose sur une analyse quantitative axée sur des indicateurs clés tels que le PIB, le chômage, les flux commerciaux et les IDE. Cette approche permet de dresser un tableau complet des tendances économiques et facilite les comparaisons entre le Maroc et les pays BRICS.

En outre, notre méthodologie combine des données récentes avec des comparaisons historiques afin de fournir une perspective temporelle complète pour évaluer l'évolution des deux entités. Grâce à cette approche comparative, nous visons à mettre en évidence les similitudes et les différences entre les deux économies et à accroître la validité de l'analyse. L'ensemble de ces démarches méthodologiques garantit la solidité de notre évaluation comparative des progrès économiques du Maroc par rapport aux pays membres des BRICS. Le présent article se déploie en cinq sections majeures, offrant une compréhension approfondie

des dynamiques économiques du Maroc. La première section de cet article s'articule autour du cadre méthodologique. Elle vise à fournir un aperçu des approches et des méthodes utilisées pour analyser le développement économique du Maroc. La deuxième section, met en lumière les principaux théories de croissance économique, ainsi qu'un aperçu du concept d'émergence économique et ses caractéristiques. Ensuite, la troisième section explore l'historique des politiques sectorielles marocaines, mettant en évidence les évolutions stratégiques au fil du temps. La quatrième section analyse la performance économique actuelle du Maroc, en le comparant à certains pays émergents. Enfin, la dernière section plonge dans une exploration détaillée des atouts et faiblesses de l'économie marocaine, en mettant particulièrement en lumière les secteurs clés comme l'automobile et l'aéronautique, ainsi que les partenariats en Afrique.

## **1. Cadre méthodologique**

### **1.1. Présentation de l'échantillon de l'étude**

Cette étude vise à analyser les tendances économiques du Maroc en les comparant à celles des pays BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine). Le choix de ces pays comme groupe de comparaison s'explique par leur importance économique, leur diversité géographique et leur représentativité des économies émergentes à l'échelle mondiale. En outre, leur variété dans les politiques économiques, les structures industrielles et les performances économiques offre un cadre approprié pour une analyse comparative approfondie. Le Maroc, en tant que pays d'Afrique du Nord avec des caractéristiques économiques distinctes, offre également un cas d'étude pertinent pour comprendre les défis et les opportunités auxquels sont confrontées les économies émergentes dans la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord). Ainsi, cet échantillon de pays permettra une analyse comparative riche et nuancée des dynamiques économiques, des politiques gouvernementales et des performances sectorielles.

### **1.2. Méthodologie de recherche**

Pour évaluer les tendances économiques du Maroc et leur évolution vers l'émergence économique, une méthodologie comparative a été employée. En premier lieu, nous avons recueilli des données économiques clés auprès de sources officielles telles que la Banque mondiale, des revues académiques et des publications gouvernementales. Ensuite, nous avons mené une analyse quantitative pour examiner les indicateurs économiques du Maroc et les comparer à ceux des pays BRIC. Cette analyse a permis d'identifier les similitudes et les différences dans leurs trajectoires de développement économique.

## 2. Revue de littérature

### 2.1. Théories Mobilisées

Les principaux fondements théoriques de la croissance et du développement peuvent être résumés en trois grandes approches théoriques (Lo, 2017) : la théorie néo-classique de base, la théorie néoclassique révisé et la théorie de la croissance endogène.

- L'analyse néoclassique de base contenue dans les modèles de Harrod (1939) et de Domar (1946) met l'accent sur la relation entre l'augmentation du stock de capital et l'augmentation de la production potentielle. Selon ce modèle, le principal obstacle à la croissance économique est la rareté du capital physique, et l'accumulation de ce dernier est considérée comme la principale source de croissance économique.
- Le modèle néoclassique modifié proposé par Solow (1956) complète cette analyse en prenant en compte la productivité totale des facteurs (PTF) en plus du capital physique. Cette approche souligne l'importance de la PTF pour la croissance économique, en soulignant que l'augmentation du stock de capital et de la PTF contribuent simultanément à la croissance économique. Toutefois, le modèle considère généralement que les rendements d'échelle décroissants et le progrès technologique sont exogènes.
- Les théories de la croissance endogène, représentées par le modèle d'Ojawa, le modèle de Lucas, le modèle de Romer et le modèle schumpétérien d'Ageon-Howitt, qui mettent l'accent sur le rôle du progrès technologique endogène dans la croissance économique. Cette approche suggère que les incitations à la recherche et au développement, ainsi que l'investissement dans le capital humain, peuvent stimuler la croissance, et souligne l'importance de l'ouverture des économies au reste du monde pour bénéficier de la diffusion de nouvelles idées et technologies.

### 2.2. Le concept d'émergence économique

Le terme "marchés émergents" a été inventé en 1981 par Antoine Van Agtmaël, économiste à la Société financière internationale, qui souhaitait encourager les sociétés d'investissement américaines à investir dans les marchés financiers asiatiques en pleine expansion. L'investissement dans les "marchés émergents" s'est avéré plus rentable que l'investissement dans les marchés occidentaux, et l'intérêt pour les économies asiatiques s'est étendu au-delà des sociétés financières. C'est ainsi qu'est né le concept d'économies de marché émergent. Ce concept englobe les processus économiques au-delà du domaine financier et contribue à expliquer les atouts uniques des marchés financiers émergents (VERCUEIL, 2015).

### 2.3. Traits et caractéristiques de l'émergence économique

Pour générer une dynamique de croissance, chaque pays en développement doit désormais prendre en compte les données apportées par la nouvelle mondialisation, qui offre autant d'opportunités que de contraintes, dans la formulation et la mise en œuvre de ses stratégies économiques (LO, 2019).

Les entreprises doivent s'efforcer d'être présentes sur la carte mondiale de la production et dans les réseaux d'échange d'idées, de connaissances, de capitaux, de biens et de services, au risque d'une perte de productivité, de compétitivité mondiale et de dynamisme économique.

Les choix réussis en matière stratégique peuvent donc être résumés dans la dichotomie suivante : **Attraction des investissements - Exportation et développement des marchés.**

En mettant en œuvre avec succès ce diptyque, les pays en développement ont de meilleures chances de ne pas devenir des perdants de la mondialisation, sont mieux intégrés dans l'économie mondiale et peuvent bénéficier d'une croissance économique potentiellement plus forte. Un autre impératif de la mondialisation réside dans les changements structurels de l'économie, en particulier dans le « transfert massif de ressources d'un secteur à un autre en raison de changements dans les fondamentaux et les politiques économiques ».

Concrètement, cela signifie un changement dans la composition sectorielle du produit intérieur brut. La part de l'industrie primaire dans l'emploi et la production va à l'industrie et aux services modernes. Cela nécessite également de tirer parti de la technologie et d'augmenter la productivité dans tous les domaines. Ce changement structurel, promu par les économistes « structuralistes », favorise l'augmentation de la productivité des facteurs et contribue à la durabilité de la croissance. Des restrictions supplémentaires sont ajoutées aux pays souhaitant recevoir une aide internationale : des conditions (explicites ou implicites) du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM) qui mettent l'accent sur le maintien de la santé macroéconomique.

Sur la base de ces critères validés, les pays émergents seront en mesure d'attirer les investissements, de diversifier et d'accélérer la croissance économique de manière durable et harmonieuse, et de parvenir à un « développement des pays riches » bien intégré dans le monde.

### 3. Historique des politiques sectorielles mises en œuvre au Maroc

En référence aux parcours empruntés par les pays qui se sont inscrits dans cette trajectoire, l'émergence suppose des changements structurels dans l'économie. Ces changements consistent en un déplacement relatif de l'emploi des secteurs dits traditionnels à faible productivité vers les secteurs de haute technologie et à haute productivité. Une croissance

suffisante est donc nécessaire dans ces derniers pour compenser en partie les emplois perdus dans les secteurs traditionnels. Une fois ce processus achevé, le phénomène de diffusion technologique devrait faire converger la productivité sectorielle et améliorer le niveau de vie (SAVOYE, 2019).

Certes, l'État Marocain afin de faire face à ces défis a décidé d'intervenir activement dans l'économie pour protéger l'intérêt général et de répondre aux besoins sociaux. C'est le début de la planification économique, une approche innovante pour guider le développement tout en respectant les principes fondamentaux du libéralisme.

Nous explorons l'évolution de ces plans de développement, afin de comprendre comment le Maroc a répondu à ces défis économiques et sociaux pour atteindre son état actuel.

### **3.1. Les politiques d'ajustement structurel (1983-1993)**

Au début des années 80, les faiblesses structurelles de l'économie Marocaine ont entraîné une détérioration importante de la balance des paiements. Ces faiblesses comprenaient une forte dépendance de la production à l'égard des fluctuations climatiques, la vulnérabilité des exportations (en particulier du phosphore naturel aux prix internationaux) et un environnement international défavorable (notamment une augmentation des prix du pétrole, du dollar et des taux d'intérêt). En réponse à cette crise économique, le Maroc s'est engagé dans un programme d'ajustement structurel en septembre 1983 avec l'appui du FMI et de la Banque mondiale. Les principaux éléments de ce programme étaient les suivants (MEF, 1995) :

Tout d'abord, le programme d'ajustement structurel visait à réduire le déficit budgétaire en comprimant la demande globale et en mobilisant des recettes supplémentaires par le biais d'une réduction des dépenses publiques, d'une réforme fiscale, d'une compression des salaires et d'une réduction de l'emploi.

Le deuxième aspect de l'ajustement consistait à stimuler l'offre par la dévaluation de la monnaie, la suppression des contrôles des prix et des marchés et la libéralisation de la distribution intérieure et du commerce extérieur. En outre, un programme de privatisation a été mis en œuvre pour réduire les activités de l'État dans les secteurs économique et social et redistribuer les ressources en faveur du secteur privé.

Le dernier aspect du programme d'ajustement structurel était axé sur les secteurs industriels et agricole. Dans le secteur industriel, l'objectif était de promouvoir la croissance des exportations par la libéralisation du commerce. Quant au secteur agricole, l'objectif était de réduire l'écart de revenu entre les villes et les campagnes en augmentant les prix des produits agricoles. Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ont préconisé ces mesures, qui

s'attaquaient directement aux causes profondes des problèmes économiques, telles que la réduction des dépenses publiques et la privatisation des entreprises publiques.

### **3.2. Le Programme d'émergence industrielle (2005-2009)**

En 2005, le Maroc a adopté un nouveau programme industriel appelé "Programme émergent". Il s'agissait d'une étape décisive dans l'histoire économique du Maroc, visant à accélérer le taux de croissance et à mettre le pays sur la voie d'émergence économique. Le projet visait à stimuler la croissance, à accroître la compétitivité et à améliorer la qualité de vie des citoyens (Benadbdejlil, 2020).

Dans ce contexte, et afin de dynamiser le plan émergence, le Maroc a pris un certain nombre de mesures pour attirer les investisseurs et assurer la compétitivité du pays en tant que destination, notamment la Convention nationale de l'essor industriel, un accord programmatique 2009/2015 signé en février 2009. En termes de prévision, l'accord sur les pays émergents prévoit le développement d'un produit attractif pour chacun des "métiers mondiaux" du Maroc. A cet effet, un programme d'aménagement de plateforme industrielle et logistique intégrée sur l'ensemble du territoire Marocain a été lancé à grande échelle, avec pour objectif d'offrir aux investisseurs les meilleures facilités pour développer leurs activités.

La mission du plan émergence était de soutenir et de mettre en œuvre des politiques sectorielles visant à créer de nouvelles zones d'activités répondant aux normes internationales en termes d'équipements et de services, dans le cadre d'une approche intégrée de la performance, de l'innovation et du développement régional durable. Avant l'expiration du pacte émergence, le Maroc a adopté le Plan d'accélération industrielle (2014-2020) en 2013. Constatant le manque de développement de la compétitivité et la faible contribution de l'industrie à la croissance et à l'emploi, le plan visait à construire un écosystème industriel en agrégeant les PME autour de locomotives industrielles.

### **3.3. Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD)**

La stratégie nationale de développement durable du Maroc (SNDD) se concentre sur la réalisation d'une économie verte et inclusive d'ici 2030 et se base sur l'identification de sept défis divisés en 31 axes stratégiques et 137 objectifs. Le premier axe stratégique de la SNDD se concentre sur le rôle de l'administration publique en tant que modèle de développement durable. Son objectif principal est de rendre l'administration publique exemplaire, encourageant ainsi les bonnes pratiques en matière de développement durable dans l'ensemble du pays (MTEDD, 2017).

Afin d'atteindre cet objectif ambitieux, un Pacte a été élaboré avec six objectifs stratégiques :

- Prendre des mesures concrètes pour réduire l'impact des infrastructures publiques sur l'environnement.
- Promouvoir la durabilité en mettant en œuvre une gestion efficace des déchets au sein de l'administration publique.
- Mettre en œuvre des politiques internes qui promeuvent la responsabilité sociale de l'État en tant qu'employeur.
- Encourager la participation du public et la transparence dans les actions administratives afin de renforcer la confiance.
- Encourager l'achat de biens et de services respectueux de l'environnement et soutenir les activités économiques durables.
- Encourager les modes de transport durables au sein de l'administration et réduire l'impact environnemental des déplacements.

#### **4. Performance économique du Maroc et de certains pays émergents**

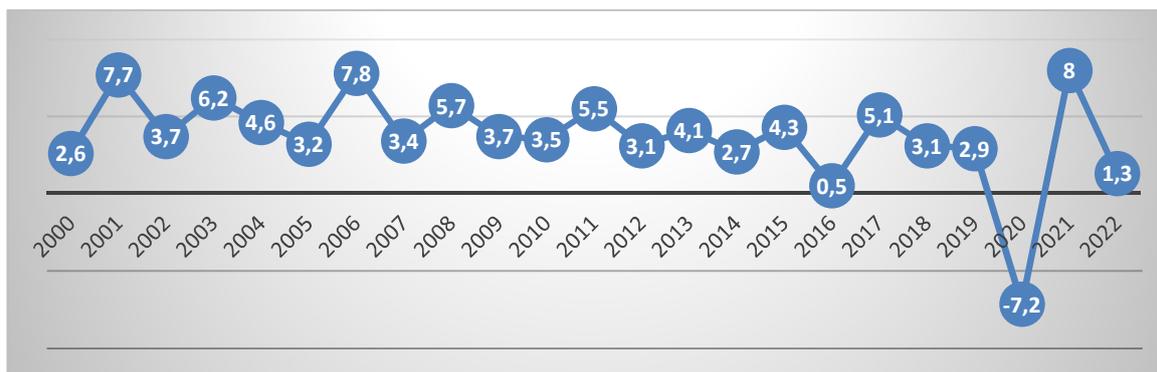
##### **4.1. Introduction du concept BRICS**

Les BRICS sont un groupe de pays en développement comprenant le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. Ces pays ont été regroupés en raison de leur croissance économique rapide et de leur influence croissante sur l'économie mondiale, Ils sont considérés comme de futurs leaders économiques mondiaux en raison de leur taille, de leurs riches ressources naturelles et de leur population jeune et dynamique. En effet, ce terme a été inventé par Jim O'Neill, économiste chez Goldman Sachs, dans son rapport de 2001 prédisant que ces pays émergents dépasseraient les pays développés en termes de PIB d'ici le milieu du 21ème siècle. Depuis lors, les pays BRICS ont largement dépassé ces prévisions, avec une croissance économique et une influence mondiale dépassant celles des pays traditionnellement développés.

##### **4.2. Évolution de la Croissance Économique au Maroc**

L'évolution de la croissance économique au Maroc a connu une certaine instabilité depuis l'indépendance, principalement en raison du secteur agricole, qui continue d'être fortement influencé par les conditions climatiques et les fluctuations du marché mondial. Le taux de croissance économique moyen de 1980 à 2023 était de 3,65 % (HAOUDI, 2020).

**Figure 1:** Evolution de la croissance économique ( en % du PIB)



**Source :** données banque mondiale, présentation auteur.

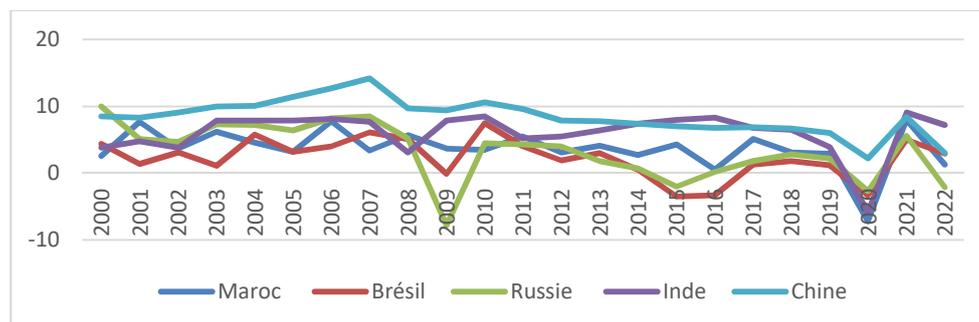
En effet, l'évolution du taux de croissance annuel du Maroc entre 2000 et 2022 (comme illustré dans la Figure 1 ci-dessus) révèle une trajectoire économique dynamique, bien que parfois en dents de scie, le Maroc a connu une forte croissance économique au début des années 2000, culminant à 7,8 % en 2006. Cependant, la croissance a baissé en 2009, affectée par la crise financière mondiale de 2008.

La croissance des années 2010 a été plus modérée, oscillant entre 2,9 % et 5,5 %, et en 2020 l'économie marocaine a été sévèrement touchée par la pandémie de COVID-19, entraînant une contraction exceptionnelle de -7,2 %. Ce fut une année de grands bouleversements pour l'économie et la société mondiale.

Cependant, l'année suivante, 2021, a connu une reprise remarquable avec un taux de croissance impressionnant de 8,0%, démontrant la résilience de l'économie marocaine face aux défis externes ; en 2022, une stabilisation de l'économie est observée avec un taux de croissance prévu de 1,3%, reflétant une reprise plus modérée.

Cette trajectoire illustre la capacité du Maroc à s'adapter aux hauts et aux bas de l'économie mondiale et met en évidence les défis et les opportunités auxquels l'économie nationale est confrontée à long terme. La diversification économique, la gestion des chocs externes et la promotion de la stabilité macroéconomique restent des éléments clés pour assurer une croissance durable et équilibrée.

### 4.3. Analyse Comparative de la Croissance Économique

**Figure 2:** Evolution de la croissance économique durant la période 2000-2022

**Source :** données banque mondial, présentation auteur.

Les tendances annuelles de croissance du PIB des pays BRICS de 2000 à 2022 indiquent généralement de solides performances économiques, bien qu'avec d'importantes fluctuations annuelles.

En effet, suite à la période 2002-2008 la Chine a montré sa puissance économique en réalisant une croissance moyenne à deux chiffres allant même à 11%. Suivie par l'Inde, qui a atteint une croissance moyenne de 7%. La Russie fait, également, preuve d'évolution favorable, puisqu'elle a réalisé une croissance de 6,8%. Le Maroc reste bien positionné par rapport aux pays de ce groupe, avec une croissance moyenne de l'ordre de 4,9% sur cette même période. À l'exception de 2008 et 2009, probablement en raison de l'impact mondial de la crise économique, il n'existe pas de relation évidente entre ces pays en termes de vitesse de croissance économique.

En outre, suite aux chocs économiques mondiaux de 2020, notamment la pandémie de COVID-19, les pays des BRICS ont fait preuve d'une certaine résilience enregistrant des taux de croissance faible, tandis que La Chine a maintenu un niveau de croissance élevé, en revanche, la plupart enregistrant des taux de croissance positifs en 2021.

#### 4.4. Analyse comparative des principaux indicateurs économiques

La stabilité de la situation macroéconomique est considérée comme la principale condition préalable à une transition réussie vers une économie de marché, à une attractivité accrue pour les investisseurs étrangers et à l'ouverture des échanges.

##### 4.4.1. PIB par habitant

Le PIB représente l'indicateur le plus utilisé pour évaluer la production de biens et de services d'un pays sur une période de temps donnée, permettant d'évaluer l'importance de l'activité économique d'un pays et la richesse générée (Mallah & Fgm, 2019). Ci-dessous (tableau 1),

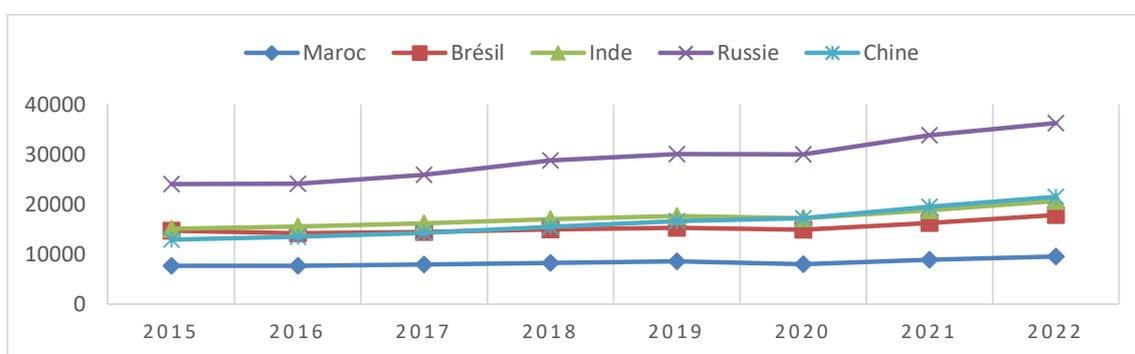
nous avons utilisé les données publiées par la Banque mondiale montrant le PIB du Brésil, de la Chine, de l'Inde et de la Fédération de Russie de 2015 à 2022.

**Tableau 1:** PIB par habitant, (\$ PPA internationaux courants)

Pays	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Maroc</b>	7669,9	7693,1	7921,6	8266,1	8566,1	7969,4	8900,5	9547,7
<b>Brésil</b>	14692,6	14208,2	14477,9	14971,1	15307,9	14900,1	16260,1	17827,6
<b>Inde</b>	15108	15536,4	16186	16991,4	17643,9	17230,7	18820,9	20693,5
<b>Russie</b>	24085,3	24128,1	25926,4	28821,3	30067,7	30011,6	33878,1	36307,8
<b>Chine</b>	12897,5	13483,4	14243,5	15497,8	16655,4	17209,4	19484,5	21482,6

Source : données banque mondiale, présentation auteur.

**Figure 3:** PIB par habitant, (\$ PPA internationaux courants)



Source : données banque mondiale, présentation auteur.

Entre 2015 et 2022, l'indicateur actuel du produit intérieur brut (PIB) par habitant exprimé en parité de pouvoir d'achat (PPA) internationale (figure 3) montre des tendances économiques différentes dans plusieurs pays.

Au Maroc, le PIB par habitant a augmenté de manière durable même s'il a connu une légère baisse en 2020 en raison de l'impact de la pandémie de COVID-19.

Malgré des fluctuations, le Brésil suit une tendance globale à la hausse, avec une forte croissance en 2021 et 2022. L'Inde a affiché une croissance stable, qui s'est accélérée surtout au cours des deux dernières années. La Russie affiche une tendance à la hausse, ce qui indique que l'économie est stable malgré les fluctuations. Caractérisée par une croissance impressionnante du PIB par habitant au fil des années, la Chine renforce son rôle de leader sur la scène économique mondiale avec de solides performances en 2021 et 2022. Ces tendances reflètent les différentes trajectoires de développement économique des pays concernés au cours de cette période.

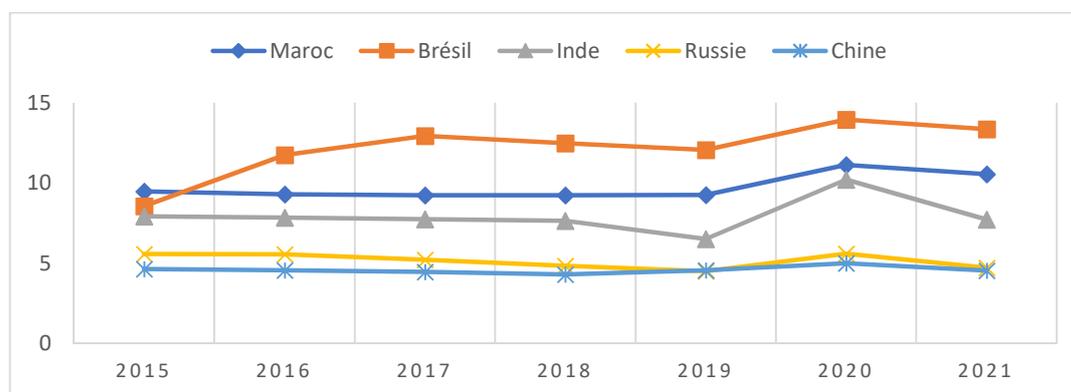
#### 4.4.2. Le taux de chômage

**Tableau 2:** Le taux de chômage ( en % de main-d'œuvre totale)

Pays	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Maroc</b>	9,460	9,300	9,225	9,239	9,242	11,114	10,542
<b>Brésil</b>	8,560	11,740	12,930	12,460	12,050	13,930	13,340
<b>Inde</b>	7,915	7,842	7,733	7,650	6,510	10,195	7,713
<b>Russie</b>	5,570	5,560	5,210	4,850	4,500	5,590	4,720
<b>Chine</b>	4,650	4,560	4,470	4,310	4,560	5,000	4,550

Source : Données perspective monde, présentation auteur.

**Figure 4:** Le taux de chômage ( en % de main-d'œuvre totale)



Source : données perspective monde, présentation auteur.

Au Maroc, le taux de chômage est resté relativement stable de 2015 à 2019, avec quelques fluctuations ( figure 4). Cependant, l'année 2020 a connu une augmentation significative, atteignant 11,114 %. Cela est probablement dû à l'impact économique de la pandémie de COVID-19. Même s'il y a eu une baisse en 2021, le taux de chômage est resté relativement élevé à 10,542 % (tableau 2).

Au Brésil, par contre souffre toujours d'un taux de chômage très élevé ainsi que de très grandes inégalités sociales et d'une très forte disparité régionale. Le taux de chômage a augmenté au fil des années, passant de 8,560 % en 2015 à 13,340 % en 2021. Les importantes fluctuations d'une année à l'autre mettent en évidence les défis persistants sur le marché du travail. En Inde, le taux de chômage est resté relativement stable de 2015 à 2019. Bien qu'il ait considérablement augmenté en 2020 en raison de la pandémie, il a diminué en 2021 en atteignant 7,713 %. La Russie a maintenu un taux de chômage relativement faible tout au long de la période, passant de 5,570 % en 2015 à 4,720 % en 2021, ce qui indique une stabilité, malgré quelques fluctuations. En Chine, le taux de chômage est resté faible de 2015 à 2021, passant de 4,650 % à 4,550 %, témoignant d'une gestion relativement efficace du marché du travail.

Ces tendances mettent en évidence la réalité du chômage dans les différents pays, même s'il existe des différences significatives liées aux événements économiques majeurs tels que la pandémie de COVID-19.

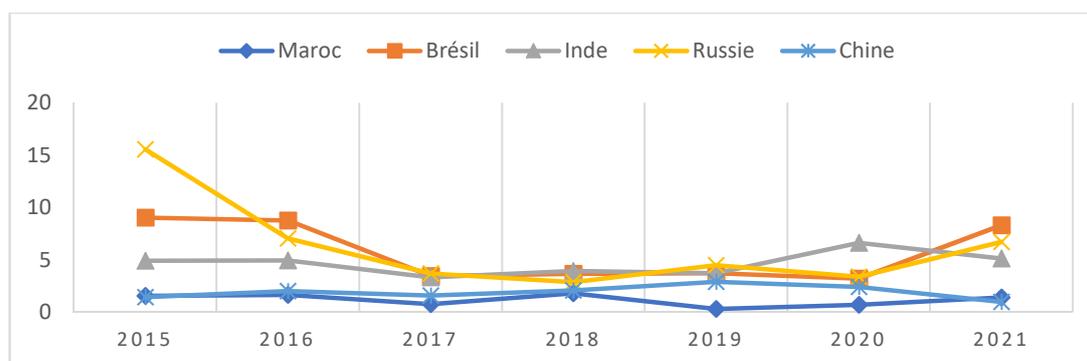
#### 4.4.3. Le taux d'inflation

**Tableau 3 : Inflation, prix à la consommation (% annuel)**

Pays	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Maroc	1,558	1,635	0,755	1,804	0,303	0,706	1,402
Brésil	9,030	8,739	3,446	3,665	3,733	3,212	8,302
Inde	4,907	4,948	3,328	3,939	3,730	6,623	5,131
Russie	15,534	7,042	3,683	2,878	4,470	3,382	6,694
Chine	1,437	2,000	1,593	2,075	2,899	2,419	0,981

Source : données perspective monde, présentation auteur.

**Figure 5: Inflation, prix à la consommation (% annuel)**



Source : données perspective monde, présentation auteur.

Ces données tel que représenté dans le tableau 3 ci-dessus montrent les taux d'inflation annuels de plusieurs pays entre 2015-2021 et donne un aperçu des tendances économiques (figure 5). Au Maroc, le taux d'inflation a fluctué au cours de cette période, atteignant un pic en 2018 puis augmentant significativement en 2021. Des fluctuations importantes ont été observées au Brésil, notamment une baisse notable de 2015 à 2017, puis une hausse marquée en 2018 et une augmentation significative en 2021. En Inde, le taux d'inflation a fluctué, augmentant en 2017, diminuant en 2020 et augmentant légèrement en 2021. Des changements importants ont été enregistrés en Russie, avec une diminution significative en 2016, une augmentation en 2017 et un pic de 6,694 % en 2021. L'inflation reste relativement faible en Chine et a considérablement diminué en 2021. Ces données révèlent les tendances économiques spécifiques à chaque pays et illustrent les défis et les ajustements de chaque économie.

En effet, le ralentissement de la croissance économique observé, compte tenu de la hausse du chômage, entraîne une accélération de l'inflation et de l'endettement des ménages. Cela est

certainement visible en Inde et en Russie, qui souffrent d'une accélération flagrante des taux d'inflation, où les investissements sont découragés non seulement par le manque de confiance des investisseurs, mais aussi par les politiques monétaires adoptées par les banques centrales. Par exemple, en ce qui concerne la Russie, la Banque centrale Russe mène une politique monétaire restrictive pour freiner cette inflation.

En Russie, les salaires augmentent plus vite que la productivité, ce qui entraîne une forte inflation. De même, en Inde, le contrôle de l'inflation est une priorité pour la banque centrale, tout comme l'attraction des capitaux étrangers et la limitation des sorties de capitaux.

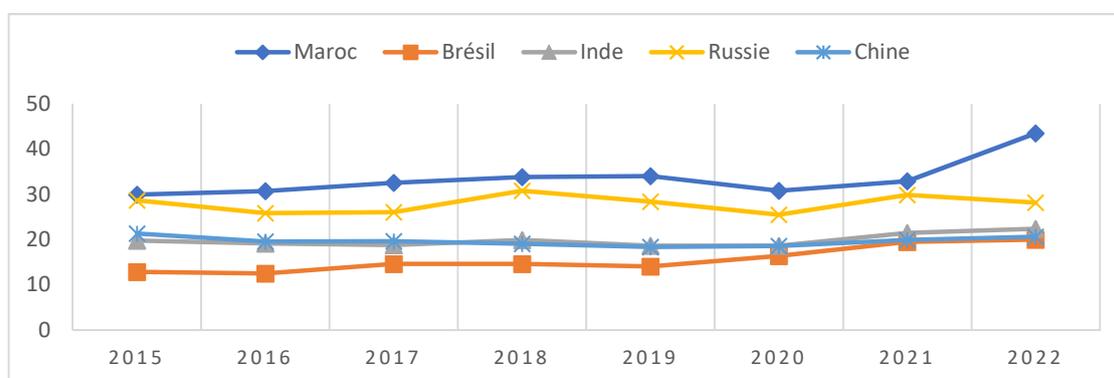
#### 4.4.4. Les importations et les exportations

**Tableau 4:** Exportation de biens et de services (En % du PIB)

Pays	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Maroc</b>	29,996	30,735	32,606	33,828	34,093	30,796	32,932	43,527
<b>Brésil</b>	12,900	12,519	14,635	14,635	14,123	16,454	19,562	20,046
<b>Inde</b>	19,813	19,158	18,792	19,928	18,664	18,705	21,514	22,449
<b>Russie</b>	28,703	25,854	26,091	30,793	28,433	25,522	29,895	28,189
<b>Chine</b>	21,354	19,584	19,692	19,112	18,410	18,586	19,944	20,677

Source : données perspective monde, présentation auteur.

**Figure 6:** Exportation de biens et de services (En % du PIB)



Source : données perspective monde, présentation auteur.

Ces données comme illustré dans le tableau 4, présentent les exportations de biens et de services en pourcentage du PIB de plusieurs pays de 2015 à 2022, donnant un aperçu des tendances du commerce international.

Au Maroc, les exportations ont enregistré une croissance continue comme illustré dans la Figure 6, passant de 29,996% du PIB en 2015 à 43,527% en 2022, confirmant son intégration croissante dans l'économie mondiale.

De même, la dépendance du Brésil à l'égard des exportations est passée de 12,900 % en 2015 à 20,046 % en 2022, indiquant une orientation vers une diversification économique et une présence accrue sur les marchés mondiaux.

La part des exportations indiennes dans le PIB reste relativement stable, reflétant sa stratégie visant à maintenir un équilibre entre le commerce intérieur et extérieur.

La Russie a connu des hausses et une instabilité significatives en 2018, probablement liées à l'évolution des prix des matières premières.

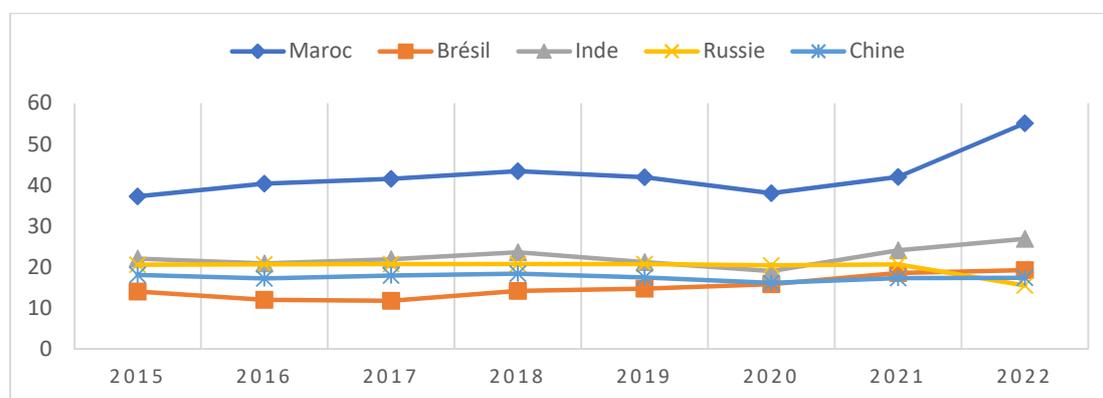
Enfin, en tant que grande puissance exportatrice, la Chine maintient une part importante de ses exportations par rapport au PIB, et la stabilité relative s'est accrue au fil des ans, passant de 21,354 % en 2015 à 20,677 % en 2022.

**Tableau 5 :** Importations de biens et de services ( en % du PIB)

Pays	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Maroc</b>	37,293	40,388	41,567	43,426	41,905	38,052	42,020	55,121
<b>Brésil</b>	14,053	12,067	11,801	14,241	14,767	15,849	18,620	19,294
<b>Inde</b>	22,110	20,924	21,951	23,689	21,241	19,099	24,153	26,924
<b>Russie</b>	20,656	20,664	20,786	20,788	20,795	20,445	20,663	15,585
<b>Chine</b>	18,110	17,310	17,940	18,454	17,480	16,168	17,358	17,467

Source : données perspective monde, présentation auteur.

**Figure 7 :** Importations de biens et de services ( en % du PIB)



Source : données perspective monde, présentation auteur.

L'évolution des importations en pourcentage du PIB du Maroc et des pays BRICS de 2015 à 2022 (figure 7) révèle des tendances commerciales claires.

Au Maroc, la part des importations dans le PIB a augmenté significativement, passant de 37,293% à 55,121% (tableau 5). Cette augmentation s'explique par les besoins croissant en matière énergétique qui pèse lourd sur l'économie Marocaine.

Dans le cadre des BRICS, le Brésil a également enregistré une augmentation de ses importations, atteignant 19,294 % du PIB en 2022 contre 14,053 % en 2015, ce qui indique une

dépendance croissante à l'égard du commerce international. La part des importations de l'Inde n'a cessé d'augmenter, atteignant 26,924 % en 2022, ce qui indique une ouverture croissante au commerce international. La Russie a maintenu un niveau relativement stable, autour de 20 %, démontrant la résilience des relations commerciales malgré les fluctuations mondiales.

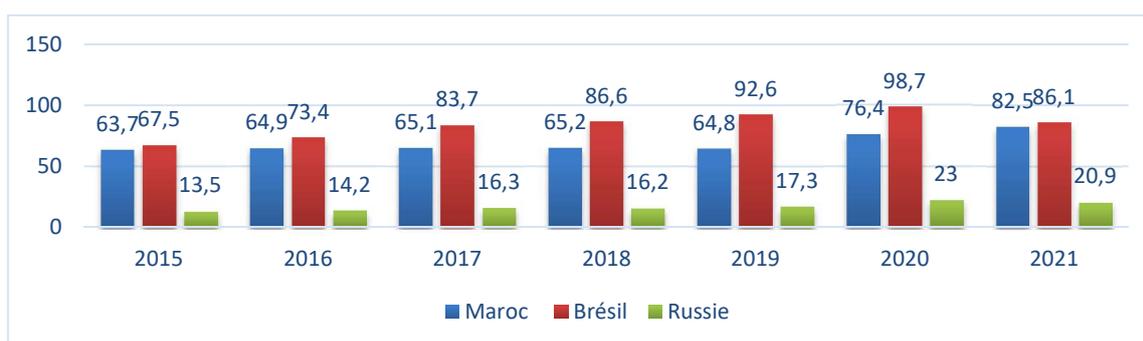
Les importations de la Chine représentent environ 17 à 18 % du PIB et sont relativement stables, ce qui suggère que la Chine gère ses besoins commerciaux de manière équilibrée.

Ces résultats mettent en évidence les tendances économiques spécifiques à chaque pays qui sont influencées par des facteurs tels que la demande intérieure, la spécialisation économique et la politique commerciale.

L'augmentation des importations peut avoir des conséquences importantes sur la structure économique, la compétitivité et la résilience aux chocs économiques externes.

#### 4.4.5. La dette publique

**Figure 8:** Evolution de la dette publique en % du PIB



**Source :** données banque mondiale, présentation auteur.

Au Maroc, cet indicateur est en constante augmentation comme illustré dans la Figure 8, passant de 63,7 % en 2015 à 82,5 % en 2021. Cette tendance à la hausse indique que le ratio de la dette par rapport à la taille de l'économie nationale augmente.

De même, le ratio d'endettement du Brésil augmente régulièrement, passant de 67,5 % en 2015 à 86,1 % en 2021. Toutefois, au cours de cette période, le niveau d'endettement du Brésil a toujours été supérieur à celui du Maroc.

En revanche, le ratio d'endettement de la Russie est resté relativement stable, fluctuant entre 13,5 % en 2015 et 20,9 % en 2021. Par conséquent, au cours des dernières années, les niveaux d'endettement de la Russie ont été nettement inférieurs à ceux du Maroc et du Brésil.

## 5. Les atouts et les faiblesse de l'économie marocaine

Dans la trajectoire vers l'émergence économique, le Maroc a montré des progrès significatifs depuis le début des années 1990. La mise en œuvre du Programme d'ajustement structurel (PAS) de 1983 a été initiée à un moment où le pays était confronté à d'importantes difficultés financières et a joué un rôle important.

Nous explorons les atouts et les faiblesses de l'économie marocaine, mettant en évidence les évolutions significatives et les défis persistants dans cette quête d'émergence économique.

## 5.1. Les atouts de l'économie marocaine

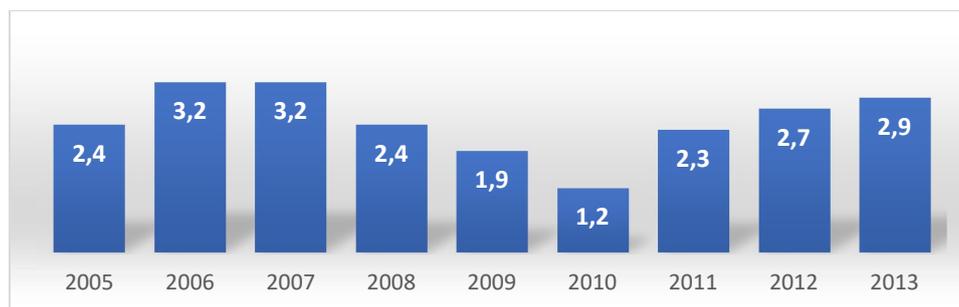
### 5.1.1. Analyse des Initiatives pour Favoriser les Investissements Nationaux et Étrangers

Le Maroc a réalisé d'importantes réformes depuis les années 1990 pour favoriser les investissements nationaux et étrangers, en créant notamment le Comité National de l'Environnement des Affaires en 2009. Ces réformes ont touché divers secteurs tels que la banque, le droit commercial, la bourse de Casablanca, le système fiscal, et les conditions d'investissement. Des initiatives notables comprennent les réformes bancaires de 1993 et 2005, la modernisation de la bourse de Casablanca, et la révision du système fiscal pour le rendre plus simple, attractif et équitable. L'adoption d'une nouvelle charte d'investissement, l'assouplissement du code du travail, et la réforme des retraites sont également soulignés. Ces efforts, combinés à une gestion macroéconomique stable, à une stabilité politique, et à un climat social apaisé, ont renforcé le statut du Maroc comme un pays attrayant pour les investisseurs. Le classement de Doing Business 2017 de la Banque mondiale positionne le Maroc à la 68<sup>e</sup> place, dépassant d'autres pays émergents tels que la Turquie, l'Afrique du Sud, la Chine, et le Chili, indiquant des perspectives prometteuses pour les investissements étrangers (Khalfaoui, 2015).

**Tableau 6 : Evolution des IDE ( en % du PIB)**

Pays	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
<b>Maroc</b>	2,4	3,2	3,2	2,4	1,9	1,2	2,3	2,7	2,9	3	2,9
<b>Brésil</b>	1,7	1,8	3,2	3	1,9	3,7	3,9	3,8	3	3,6	3,6
<b>Inde</b>	0,9	2,1	2,1	3,6	2,7	1,6	2	1,3	1,5	1,7	2,1
<b>Chine</b>	4,6	4,5	4,4	3,7	2,6	4	3,7	2,8	3	2,6	2,2
<b>Russie</b>	2	3,8	4,3	4,5	3	2,8	2,7	2,3	3	1,1	0,5

**Source :** données banque mondiale, présentation auteur.

**Figure 9** : Evolution des flux nets des IDE(en % du PIB)

**Source** : données banque mondiale, présentation auteur.

Dans l'ensemble, les flux d'IDE vers le Maroc ont été relativement stables (Figure 9), avec peu de changements au cours de la décennie. Ils ont légèrement augmenté depuis 2009, atteignant un pic en 2014 (tableau 6) .

Comparés à d'autres économies émergentes telles que le Brésil, l'Inde, la Chine et la Russie, les flux d'IDE du Maroc se situent en milieu de panel. Les volumes d'IDE de la Chine sont restés élevés tout au long de la période, tandis que les autres ont fluctué.

Un certain nombre de facteurs peuvent avoir contribué à cette tendance au Maroc. Les réformes économiques visant à améliorer l'environnement des affaires contribueront à attirer les investisseurs étrangers. La stabilité politique, une situation géographique stratégique aux portes de l'Afrique et des politiques gouvernementales favorables sont également des facteurs importants pour attirer les IDE.

Le niveau fluctuant mais relativement stable des IDE démontre la résilience de l'économie Marocaine. Pour stimuler davantage les IDE, des efforts continus pour améliorer l'environnement des affaires, promouvoir les secteurs clés et développer les partenariats internationaux devraient être considérés comme des piliers stratégiques.

Dans l'ensemble, le Maroc montre des signes de stabilisation des flux d'IDE, et les efforts continus pour créer un climat d'investissement attractif renforceront la position du pays sur la scène économique mondiale.

### **5.1.2. Les Réformes Institutionnelles : Piliers du Décollage Économique au Maroc**

Le processus de décollage économique est souhaité, initié et mené avec succès par des pays qui ont réalisé des progrès institutionnels significatifs et tendent vers un certain niveau de maturité économique. C'est donc une question qui suggère que la théorie du développement émergent encourage un déplacement de l'analyse vers le niveau « local » et vers la réalisation d'institutions de transition. Alors quels projets doivent encore être réalisés dans ce sens pour améliorer la richesse générée?

En effet, le Maroc a réussi son décollage économique, avec une croissance moyenne du PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA) de 3,4 % entre 2000 et 2012 supérieure à la moyenne mondiale (2,6 %). L'économie du Royaume du Maroc a réussi à décoller depuis les années 2000, notamment en adoptant une série de réformes structurelles et institutionnelles visant à améliorer la performance des facteurs de production, en adoptant une nouvelle constitution, en renforçant les principes de bonne gouvernance, en densifiant et en modernisant le réseau d'infrastructures et en développant l'investissement privé, et en adoptant une économie stable et inclusive et plus ouverte sur l'extérieur (finances, 2014).

En outre, le Maroc reconnaît le fait que la présence d'institutions de qualité est d'une importance primordiale pour une véritable reprise économique. La portée des réformes possibles met particulièrement l'accent sur le renforcement des institutions des États modernes tout en respectant les principes de bonne gouvernance, ce qui le place devant le Brésil, la Corée du Sud, la Thaïlande et d'autres pays développés de l'OCDE.

La qualité institutionnelle peut jouer un rôle indéniable dans le développement économique en le favorisant en combinaison avec d'autres variables importantes telles que : L'innovation, le savoir-faire, la stabilité sociopolitique et la richesse immatérielle d'un pays.

### **5.1.3. Le développement des infrastructures de base :**

Le Maroc a considérablement réduit ses lacunes en matière d'infrastructures, notamment dans les transports et les communications. Des progrès significatifs ont été réalisés dans le secteur des transports, avec un vaste réseau routier s'étendant sur 60 000 km, dont 41 000 km de routes goudronnées et plus de 5 300 ponts. Le réseau ferroviaire est le plus étendu des pays du Maghreb, avec 2 200 km de lignes modernes (dont 30 % à double voie) et 1 014 km de lignes électrifiées. De plus, le train à grande vitesse, en service depuis 2018, relie Tanger et Casablanca en 2 heures et 10 minutes (Khalifaoui, 2015).

Dans le secteur maritime, le Maroc renforce ses infrastructures en construisant 34 nouveaux ports, assurant ainsi une position de leader dans la région.

Dans le secteur des télécommunications, le Maroc a connu une transformation majeure marquée par le lancement de la 4G en 2015, le développement des contenus monétisés par les opérateurs et l'installation de la fibre optique dans les nouveaux bâtiments. Le secteur des télécommunications facilite avant tout l'accès aux nouvelles technologies (NTIC), avec 44,1 millions d'abonnés mobiles en 2014 et un taux de pénétration de 133 %. Selon l'Association marocaine de la relation client (AMRC), le Maroc a été choisi comme lieu d'implantation des

centres d'appels en raison de la grande qualité de ce secteur qui emploie environ 80 000 personnes.

#### **5.1.4. L'émergence de secteurs novateurs et l'ouverture sur l'étranger**

L'économie Marocaine a connu des changements importants depuis le début des années 2000, élargissant ses horizons économiques grâce à l'émergence de nouveaux secteurs dynamiques et au renforcement des relations commerciales internationales (Khalfaoui, 2015).

Parmi ces secteurs, se distinguent les industries automobile et aéronautique, représentant un changement stratégique dans la diversification et la compétitivité du pays sur la scène mondiale.

- Le secteur automobile marocain a connu des changements importants depuis les années 2000, notamment avec l'implantation de Renault-Nissan à Tanger en 2003. Le Maroc est devenu le deuxième constructeur automobile d'Afrique, avec une part de marché de 35% en 2014. ce secteur continue de croître et attire d'autres constructeurs comme le groupe PSA. En 2014, l'industrie automobile est devenue le principal secteur d'exportation du Maroc. Le câblage automobile représente environ 50 % de l'industrie, avec des exportations atteignant 17,2 milliards AED en 2014.
- En outre, Le secteur aéronautique marocain, quasiment inexistant, a enregistré une croissance significative lors du Plan d'accélération industrielle (PAI) 2014-2020. Elle est représentée par de grandes entreprises telles que Bombardier, EADS et Boeing et a généré en 2014 un chiffre d'affaires d'environ 9 milliards de dirhams uniquement à des fins d'exportation. Le secteur du transport aérien a connu une croissance régulière de 15 % par an entre 2005 et 2011. Actuellement, il représente 4,5 à 5 % du commerce extérieur du Maroc.

Bref, l'émergence de secteurs tels que les industries automobile et aéronautique a renforcé la position du Maroc en tant que site industriel fiable et compétitif, créé des emplois qualifiés et contribué de manière significative aux exportations du pays.

#### **5.1.5. L'ouverture sur l'Afrique subsaharienne**

Le Maroc reconnaît le grand potentiel de croissance économique de l'Afrique et se déplace de plus en plus au sud du continent pour construire des partenariats commerciaux solides. Les liens économiques se multiplient notamment avec les pays d'Afrique francophone et d'autres pays du continent, comme le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Rwanda, le Nigeria et l'Éthiopie (Khalfaoui, 2015).

Cette stratégie de coopération Sud-Sud a déjà eu un impact positif sur la balance commerciale du Maroc, entraînant une augmentation significative des exportations vers l'Afrique

subsaharienne. De plus de 2004 à 2014, les exportations ont considérablement augmenté, passant de 2,7 milliards de dirhams à 13,2 milliards de dirhams, avec un taux de croissance annuel moyen de 17 %. Les investissements du Maroc en Afrique sont principalement concentrés dans la région subsaharienne, représentant 85 % des IDE vers le continent et 51 % du total des IDE du Maroc de 2003 à 2013.

En somme, le marché africain offre des opportunités prometteuses pour les exportations marocaines, à condition que les besoins régionaux d'importation soient satisfaits et que la concurrence mondiale soit prise en compte.

## **5.2. Les faiblesses de l'économie marocaine**

Malgré des améliorations significatives depuis la fin des années 1990, l'économie Marocaine reste fragile. Des échecs se manifestant notamment sous la forme d'irrégularités dans les taux de croissance, de l'existence de certains gaspillages et de résistances dans les sociétés traditionnelles. Ces obstacles entravent la reprise économique marocaine.

En effet, l'économie du Maroc est confrontée à plusieurs défis majeurs, la dépendance à l'égard des performances du secteur agricole restant un problème fondamental, et bien que le taux de croissance ait été de 1,5% en 2016, l'écart avec la croissance démographique l'a poussé dans une récession. Les risques climatiques tels que la sécheresse ont des impacts économiques importants et soulignent la nécessité de diversifier les activités non marchandes et industrielles. Les disparités sociales et régionales restent élevées, avec seulement cinq régions sur 14 générant plus de 50 % du PIB. Un développement régional harmonieux est recommandé pour réduire la pauvreté et le chômage des jeunes.

Cependant, les obstacles dû à la non application de la régionalisation avancée et une lutte superficielle contre la corruption endémique ont contribué aux disparités régionales.

Malgré les progrès réalisés dans des domaines tels que l'automobile, des faiblesses en matière de productivité et de compétitivité persistent, en particulier dans les domaines à faible valeur ajoutée. Cela met en évidence les coûts de main-d'œuvre élevés associés à la création de richesse et la nécessité d'améliorer la compétitivité en termes de qualité des produits.

L'inadéquation entre l'offre et la demande de travail reflète une structure économique basée sur une valeur ajoutée faible et moyenne. Les jeunes diplômés universitaires sont souvent surqualifiés par rapport aux emplois disponibles, ce qui exacerbe le chômage structurel des jeunes.

Au niveau humain et social, le développement est lent malgré la stratégie de la dette. Les subventions pour les nécessités quotidiennes ont maintenu la paix sociale, mais les progrès dans la réduction de la pauvreté et de l'analphabétisme ont été lents.

Des réformes de privatisation du secteur public ont été préconisées pour garantir la viabilité de la dette, mais des inquiétudes ont été soulevées quant à l'équilibre entre la stabilité macroéconomique et les besoins sociaux.

Enfin, la dette a favorisé le développement structurel, mais a eu un impact limité au niveau sociétal. À long terme, l'analphabétisme doit être éradiqué, mais des réformes structurelles et régionales sont nécessaires pour garantir un développement équilibré de l'éducation et de la santé publiques.

## **Conclusion**

En conclusion, l'économie Marocaine a fait de grands progrès et se trouve sur la voie de l'émergence, même si des défis subsistent. Les réformes économiques, en particulier dans les secteurs de la finance, du commerce et de l'emploi, ont contribué à diversifier l'économie et à promouvoir la croissance. L'attraction des investissements étrangers, la modernisation des infrastructures et le développement de secteurs clés tels que l'automobile et l'aviation témoignent de l'engagement du Maroc en faveur de l'innovation et de la compétitivité.

Cependant, des disparités régionales et sociales subsistent, soulignant la nécessité d'une approche de développement plus équilibrée. L'inadéquation entre l'offre et la demande sur le marché du travail, la faible productivité et la dépendance du secteur agricole à l'égard du changement climatique restent préoccupantes. Les réformes structurelles, notamment celles visant à promouvoir l'éducation et la santé, sont essentielles pour réduire ces disparités et soutenir un développement humain équilibré.

En outre, des économistes affirment qu'une dette publique modérée est compatible avec une croissance économique saine. Ils affirment que les investissements financés par la dette, tels que les infrastructures, l'éducation et la recherche, augmentent la productivité et favorisent la croissance à long terme, et que l'utilisation productive d'une dette à faible taux d'intérêt peut soutenir la demande globale et stimuler l'activité économique.

Lors de l'analyse de cette relation complexe, il est également important de prendre en compte des facteurs tels que la qualité de la gestion de la dette, l'efficacité des dépenses publiques, la structure de l'économie nationale, les politiques fiscales et monétaires, ainsi que les conditions économiques et financières mondiales. En principe, il n'existe pas de relation simple à sens unique entre la dette publique et la croissance économique, et son impact dépend d'une série de facteurs. Une gestion prudente de la dette, associée à des politiques économiques cohérentes, peut jouer un rôle important dans le soutien de la croissance économique à long terme.

Il est vrai que le modèle de développement adopté par le Maroc au cours des 30 dernières années a permis certaines réalisations, comme le doublement du produit intérieur brut (PIB) du pays, mais ce modèle est arrivé à son terme. Certains objectifs ou plans n'ont pas été atteints, comme la lutte contre la pauvreté, l'emploi des jeunes et la réduction des inégalités sociales. Une nouvelle approche, plus efficace et plus efficiente, est donc nécessaire, y compris l'intégration de l'économie de la connaissance et le développement du capital humain en tant que principale source de valeur ajoutée et de richesse (HAITOU, 2020). Il est également nécessaire de revoir progressivement les stratégies qui ont échoué, comme la dépendance structurelle de l'économie marocaine vis-à-vis de l'Europe, qui a fait du Maroc un fournisseur minoritaire de matières

premières, de produits agricoles et de pièces détachées, et une arrière-cour pour la mise en œuvre de politiques et d'ordres de transfert par les principaux pays européens.

En tout état de cause, le gouvernement marocain doit relever le défi de la mise en œuvre de politiques publiques pour parvenir à un développement durable et robuste. Nous avons fait de grands efforts dans ce sens, mais le travail est inachevé et il reste encore beaucoup de chemin à parcourir. Pour relever ce défi, nous devons réfléchir aux objectifs économiques, sociaux et environnementaux du pays. Ce n'est qu'à cette condition que nous pourrions parvenir à une croissance économique inclusive et durable.

## BIBLIOGRAPHIE

1. « Atouts et faiblesses du modèle économique marocain : Analyse » Discovery Morocco. Consulté 11 janvier 2024, à l'adresse [Les atouts et les faiblesses du modèle économique marocain : Analyse – Discovery Morocco](#)
2. Banque mondiale. Consulté à l'adresse <https://donnees.banquemondiale.org/>
3. Benabdeljlil N., Lung Y. & Piveteau A. (2019). « L'implantation de Renault à Tanger: un tournant pour l'industrie automobile au Maroc. » consulté à L'adresse <https://hal.science>
4. BRICS (anciennement BRIC). Consulté le 15 janvier 2024 à l'adresse : <https://geoconfluences.ens>
5. BRICS : Comprendre l'Essor Fulgurant de Ces Puissances Économiques. Consulté le 11 février 2024 à l'adresse <https://charbellakis.com/brics/>
6. Clément J. F. (1995). « Les effets sociaux du programme d'ajustement structurel marocain. » Politique étrangère, pp : 1003-1013. Consulté à l'adresse : [Les effets sociaux du programme d'ajustement structurel marocain - Persée \(persee.fr\)](#)
7. EL ASSRI N. (2018). « Tableau de bord des indicateurs macro-économiques. » Consulté à l'adresse <http://depf.finances.gov.ma/publications/TBs/macro.pdf>
8. El Mehdaoui A. & Mazine B. (2023). L'impact de la dette publique sur la croissance économique au Maroc. Researchgate, consulté à l'adresse : [L'impact de la dette publique sur la croissance économique au Maroc \(researchgate.net\)](#)
9. Haitou. y (2020) «Le modèle économique marocain : enjeux et perspectives », Revue Internationale du Chercheur, Volume 1 : Numéro 2, pp : 206 – 224.
10. Haoudi A. (2018). « Taux de change et croissance économique au Maroc : évidence empirique. » Institut Marocain de l'Information Scientifique et Technique, Volume 1 : numéro 18, pp : 1-29. Consulté le 5 janvier 2024, à l'adresse : <https://revues.imist.ma>
11. Hassaine-Bau L. (2022). « Ressources de géographie pour les enseignants. » Géoconfluences. Consulté le 5 janvier 2024 à l'adresse : <https://hal.science/hal-03763662/>
12. K. (2017). « L'Économie marocaine en question. » LesEco.ma, consulté le 11 février 2024 à l'adresse : <https://leseco.ma>
13. Khalfaoui A. L. (2015). « Maroc un pays émergent? Analyse des atouts et des faiblesses de l'économie marocaine à partir des années 2000 ». International Review of Economics, Management and Law Research , pp : 1-16.

14. Lo M., Djogbenu R. & Sy A. (2019). « Diagnostic Stratégique de l'émergence économique du Maroc.» pp : 12-13.
15. Lo M. (2017). « L'émergence économique des nations: définition et mesure. » L'émergence économique des nations, pp : 1-112.
16. Mallah B.N. & Fgm L. (2019). « l'essoufflement des bric : causes et consequences » consulté à l'adresse : ([researchgate.net](https://www.researchgate.net))
17. Ministre de l'économie et des finances. (1995). « Bilan du Programme d'Ajustement Structurel.» Consulté le 5 janvier 2024 à l'adresse : [Redistribution et développement El Imech .PDF \(finances.gov.ma\)](#).
18. Ministre de l'économie et des finances. « Croissance économique et qualité institutionnelle : Quels enseignements pour l'économie marocaine ?. » Consulté le 11 février 2024 à l'adresse <http://www.abhatoo.net.ma>
19. Mohammed J. (2020). « La planification au Maroc ». consulté à l'adresse : [Microsoft Word - La planification au Maroc \(lebrief.ma\)](#)
20. Nachoui I. (2019). « Industrie et logistique 4.0: Quelles Opportunités pour le Maroc?. » Espace Géographique et Société Marocaine, (26). Consulté à l'adresse <https://revues.imist.ma/>
21. Perspective Monde. Consulté à l'adresse <https://perspective.usherbrooke.ca/>
22. Royaume du Maroc. (2017). « Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD) ». Rabat: Royaume du Maroc, consulté de 11 février 2024 à l'adresse [sndd-fr.pdf \(noussahimo.gov.ma\)](#)
23. Savoye B. (2019)« Émergence économique et développement durable et inclusif du Maroc. » MacroDev, pp : 1-36.
24. Vercueil J. (2015). « Les pays émergents. Brésil-Russie-Inde-Chine... Mutations économiques, crises et nouveaux défis. » 4-ème édition, pp : 267.
25. Zouirchi H, El Bettioui R & Ouia A. (2023). « La relation entre la dette extérieure et la croissance économique au Maroc: Investigation empirique. » RevistaMultidisciplinar, volume 5 : numéro 3, pp : 204-205.